

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 16 mai 2022**

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>80</b>	<b>54</b>	<b>18</b>

N° de séance : 5

Objet de la délibération : Contrat  
Territorial SMIAGE - Délégation  
Compétence GEMAPI

**N° d'enregistrement : CC.2022.066**

Date de convocation :  
**10 mai 2022**

Date d'affichage **24 MAI 2022**

Date de réception en s/Préfecture  
**24 MAI 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application «  
Télérécours citoyens » accessible sur le  
site de téléprocédures  
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 16 mai à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288 chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mai, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Denis FERRER, Serge JOVER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Serge AMAR, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIJK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Kevin LUCIANO à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Monique GAGEAN à Arnaud VIE, Christian LATY à Jean-Pierre DERMIT, Henriette VENTRE à Michel ROSSI, Albert CALAMUSO à Lionnel LUCA, Sylvie MARCHAND à Serge JOVER, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel MANAGO à Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA à Christophe FONCK, Martine SAVALLI à Anne-Marie BOUSQUET, Claire BAES à Jean-Pierre DERMIT, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Khéra BADAOUHUGUENIN VUILLEMIN à Yves DAHAN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Dominique TRABAUD, Thérèse DARTOIS, François ZEMA, Christophe ETORE, Laurence HARTMANN, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Marion MUSSO

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur DERMIT,**

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles dite loi « MAPTAM », qui a créé une compétence obligatoire et exclusive au profit des Communes et des EPCI à fiscalité propre en matière de « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) au 1<sup>er</sup> janvier 2016, repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Loi dite « NOTRe » ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi « NOTRe », qui a redessiné les contours des compétences des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

**Vu** la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages dite loi « Biodiversité » ;

**Vu** la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l’exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations dite Loi « Fesneau » ;

**Vu** l’arrêté du 20 janvier 2016 modifiant l’arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux et la note du 7 novembre 2016 relative à la stratégie d’organisation des compétences locales de l’eau ;

**Vu** la délibération n°CC.2016.122 du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016 relative à l’adhésion à l’Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) dénommé Syndicat Mixte pour les Inondations, l’Aménagement et la Gestion des Eaux (SMIAGE) Maralpin ;

**Vu** la délibération n°CC.2017.164 du Conseil Communautaire du 18 décembre 2017 relative à l’approbation du contrat territorial liant la C.A.S.A. au SMIAGE Maralpin pour la période 2018-2021 ;

**Vu** la délibération n°CC.2020.016 du Conseil Communautaire du 17 juillet 2020 relative à la désignation de Messieurs Jean LEONETTI et Jean-Pierre DERMIT en tant que représentants titulaires, et Messieurs Lionnel LUCA et Kevin LUCIANO en tant que représentants suppléants, pour siéger au Comité Syndical du SMIAGE ;

**CONSIDERANT** que le contrat territorial précité, qui précisait les conditions techniques et organisationnelles de la délégation de compétence, a défini pour la période 2018-2021 les opérations à réaliser sur le territoire de la C.A.S.A., et a proposé un calendrier prévisionnel de réalisation ainsi qu’une estimation de l’engagement financier pluriannuel correspondant ;

**CONSIDERANT** que des avenants annuels ont permis d’en affiner les termes, de revoir la teneur des actions ou d’ajuster la participation financière de la C.A.S.A en fonction de l’avancement des projets à mener, et de prolonger sa durée de 6 mois pour une nouvelle échéance au 30 juin 2022 ;

Il est aujourd’hui proposé d’établir un nouveau contrat territorial dans le cadre d’une délégation de compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations pour la période 2022-2025, en s’inscrivant dans la continuité du précédent avec en particulier :

- Des missions relevant de la gestion de la Brague, du Loup, du Malvan et de l’Estéron, et des ouvrages hydrauliques (entretien, diagnostics, etc.) ;
- La poursuite des études et travaux engagés sur les vallons côtiers (Issourdadou), la Brague, le Loup et le Malvan ;
- L’actualisation du programme d’actions en fonction sur les bassins du Loup et du Malvan.



Le montant total des actions de ce nouveau contrat 2022-2025 s'élève à 6 056 007€, et se répartit comme suit :

- Frais de structure (charges de personnel, charges de fonctionnement et d'investissement) : 510 603€
- Programme d'actions en Section de Fonctionnement : 1 000 547 €
- Programme d'actions en Section d'Investissement : 4 544 857 €

Les subventions allouées par les partenaires institutionnels correspondent à 3 436 865€ et sont directement versées au SMIAGE.

La C.A.S.A. assure l'autofinancement (soit 2 619 142 €), et prend en charge la TVA (1 068 716 €), dont elle gère ensuite la demande de versement du FCTVA.

Enfin, le calcul de sa contribution prend en compte le report du solde des cotisations non consommées sur la période 2018-2021 (2 345 730 €), pour s'établir à 1 342 128 € au titre du contrat territorial 2022-2025, avec des versements lissés sur les 4 années.

La cotisation pour l'année 2022 a été inscrite au Budget Annexe « GeMAPI » de la C.A.S.A., en complément des autres dépenses que la C.A.S.A. consacre directement à la prévention des risques d'inondation, notamment les actions foncières dans les zones inondables, les études et les travaux de protection (démolition et renaturation du Clos des Moulières, création de bassins de rétention, réaménagement d'ouvrages hydrauliques, etc.), l'entretien et la restauration des vallons.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le contrat territorial entre la C.A.S.A. et le SMIAGE pour la période 2022-2025, portant délégation de compétence, mise en œuvre opérationnelle du schéma d'organisation des compétences locales de l'eau relative au grand cycle de l'eau et portant assistance dans le domaine de l'assainissement, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué aux Risques Naturels à signer le contrat territorial ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- d'inscrire au Budget Annexe « GeMAPI », sur les Sections d'Investissement et de Fonctionnement, les sommes correspondantes ;
- d'autoriser Monsieur le Président à solliciter les subventions éventuelles auprès des partenaires institutionnels référents ;
- de désigner Monsieur le Président Jean LEONETTI et Monsieur Jean-Pierre DERMIT comme membres titulaires au sein du Comité de Suivi du contrat territorial ;
- de désigner Messieurs Lionnel LUCA et Kevin LUCIANO en tant que représentants suppléants, pour siéger au sein du Comité de Suivi.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 16 MAI 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Contrat Territorial SMIAGE - Délégation Compétence GEMAPI

---

Date de transmission de l'acte : 24/05/2022

Date de réception de l'accusé de  
réception : 24/05/2022

---

Numéro de l'acte : CC\_2022\_066 ( [voir l'acte associé](#) )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220516-CC\_2022\_066-DE

---

Date de décision : 16/05/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.8. Environnement